

L'avenir de la Bosnie ne peut être qu'européen

Wolfgang Petritsch, ambassadeur d'Autriche auprès des Nations unies à Genève et ancien haut-représentant en Bosnie-Herzégovine, fait le bilan des dix ans de l'Accord de Dayton



C'est à Genève – le 8 septembre 1995 – qu'a débuté sous la présidence de Carl Bildt le processus de négociations mettant fin à une atroce guerre de quatre ans qui devait causer la mort de plus de 100 000 personnes et faire de la moitié des quatre millions de Bosniaïens des réfugiés et des personnes déplacées. La réunion de Genève avait adopté une série de principes clés qui ont été à la base de l'Accord de paix négocié à Dayton (Ohio) en novembre – et signé à Paris le 14 décembre 1995. Cet accord maintient la Bosnie-Herzégovine comme État dans ses frontières internationalement reconnues, tout en entérinant une division entre l'entité bosnienne et la Fédération musulmane et croate.

L'expérience l'a montré: l'Accord de Paris-Dayton ne garantit pas en soi le fonctionnement d'une société et un État aussi complexes que la Bosnie. À l'époque, son effet immédiat avait été renforcé par une présence militaire internationale conséquente, qui mit un terme à l'effusion de sang et lança un mécanisme de coopération entre les anciennes parties en guerre. Pro-

gressivement, la dynamique initiée par cet accord a contribué à consolider l'État.

Dix ans après, la Bosnie a reçu plusieurs milliards de dollars d'aide internationale. Les efforts de reconstruction et de réformes ont été menés sous la conduite du haut-représentant de la communauté internationale. Cet engagement massif – s'appuyant en partie sur les pouvoirs jugés contestables par certains – a permis de surmonter l'héritage du passé et de poser les fondations du rapprochement tellement attendu de la Bosnie avec l'Union européenne.

Dans le cadre d'un Accord de stabilisation et d'association avec l'UE, les liens politiques et économiques avec Bruxelles se sont mieux affirmés. Avec bâton et carotte, la communauté internationale a doté l'État bosnien d'un gouvernement qui, tôt ou tard, sera capable de dégager le pays des mythes de Dayton pour le conduire vers une candidature à l'UE.

Les réussites sont nombreuses: stabilisation politique, retour des réfugiés, investissements étrangers, adhésion au Conseil de l'Europe. Mais les échecs sont là aussi: réapparition des partis nationalistes et monoethniques, stagnation économique, coopération incomplète avec le tribunal de La Haye – en raison de conditions propres (criminels de guerre, corruption, patronage politique) et du quasi-protectorat mis en place par la

communauté internationale. La transition a eu partie liée au début avec les développements de la région, en particulier la démocratisation et l'eupéanisation des pays voisins, Croatie, Serbie et Monténégro –, tous deux en avance sur la Bosnie dans le processus d'intégration européenne. Avec la réduction et le changement de l'implication de l'OTAN dans les Balkans, ceci au bénéfice des gardiens de la paix européens (EUMIK), avec la fermeture de la mission onusienne civile (UNMIBH), et la création d'un bureau du représentant de l'UE (EUSR), le cadre institutionnel de la Bosnie évolue, non sans secousses.

La Bosnie pourrait servir de tête de pont vers l'Europe pour d'autres nations à majorité musulmane, comme la Turquie

Ce processus mérite sans doute d'être mieux ancré dans le tissu social local afin qu'émerge un consensus encore par trop absent. D'où la nécessité de reformuler les termes de l'engagement de la communauté internationale. Il est en effet grand temps que l'UE prenne la direction du processus, comme elle l'a fait dans les autres pays en transition d'Europe centrale et de

l'Est. En Bosnie, il faudra plus d'attention et d'efforts, de la part de Bruxelles et des capitales européennes. Contrairement à ce qui se passe dans beaucoup de pays de l'ancien bloc de l'Est, un ensemble diversifié et plus complexe de transitions intervient ici: de la guerre à la paix, d'un style socialiste à une économie de marché, et d'une société à parti unique à une société démocratique plurielle.

Avec l'intégration de la Bosnie – promise à toute la région au sommet de Thessalonique en 2003 – l'UE aurait non seulement la chance de tirer les conséquences des leçons peu glorieuses du début des années 1990, mais aussi de surmonter sa propre crise interne identitaire d'après référendum.

Les défis que pose la Bosnie à l'UE – incluant des questions comme celle, difficile, de l'entrée sans visa pour tous les Bosniaïens qui n'ont pas un second passeport croate – peuvent devenir une occasion unique, non seulement pour les Balkans, mais même au-delà. Avec deux millions de musulmans, la Bosnie pourrait servir de tête de pont pour d'autres nations à majorité musulmane, comme la Turquie. Alors que la décennie Dayton touche à sa fin, le prochain chapitre de l'histoire de la Bosnie doit être européen, et il doit commencer dès maintenant.

**La Conférence internationale pour la Bosnie a lieu à Genève les 20 et 21 octobre.*